

Le M'PEP appelle à boycotter les élections européennes de 2014.

lundi, 3 juin 2013 / Texte du M'PEP

LE M'PEP APPELLE A BOYCOTTER LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2014

Résolution du Conseil national du M'PEP

Le 3 juin 2013.

1.- Lors de son congrès de janvier 2013, le M'PEP avait fait l'analyse suivante qui garde toute son actualité :

« La situation politique au moment des élections européennes de 2014 préfigurera largement et anticipera celle qui prévaudra au moment des présidentielles et législatives de 2017. Elle sera une forme de répétition générale et sera déterminée par la situation économique et sociale. En 2014, si aucune lutte sociale majeure ne vient perturber ce scénario déjà écrit, les effets de la mise en œuvre du TSCG se feront sentir à plein. Le chômage aura augmenté, les inégalités se seront encore creusées, la désindustrialisation aura pris un tour encore plus dramatique. Le désarroi, la démoralisation, le rejet de la politique, la division de la population feront la part belle aux partis d'extrême-droite qui prospèrent sur la détresse humaine. Les conditions seront réunies pour un choc politique annonciateur d'un probable séisme en 2017. En 2014, l'avertissement sera sans frais car les élections européennes, d'un strict point de vue juridique, ne servent à rien. Le Parlement européen n'est qu'un parlement-croupion puisqu'il n'a pas l'initiative des directives qui appartient à la Commission et que c'est le Conseil des chefs d'États et de gouvernements qui décide. »

2.- Les élections européennes se dérouleront en effet dans un contexte d'aggravation de la crise de l'euro. C'est tout le projet de « construction » européenne qui doit être aujourd'hui remis en cause pour ses résultats catastrophiques dans tous les domaines : records de chômage et de pauvreté, destruction systématique des systèmes de protection sociale et des services publics, atteintes à l'environnement, liquidation de la démocratie et montée de l'autoritarisme, progression de l'extrême droite sur le continent, diminution de la place de l'Europe dans le monde...

3.- Le Parlement européen, durant la crise, a démontré une nouvelle fois son soutien total aux politiques néolibérales, et en particulier à l'euro. Quelle que soit sa majorité, le Parlement européen n'a pas les moyens de changer les politiques et le fonctionnement de l'Union européenne. Encadré par les traités européens qui sont tous d'essence libérale en matière de conception de l'économie, comment le Parlement européen pourrait-il aller à l'encontre de ces traités et proposer des mesures antilibérales dans les domaines économique et social, par exemple le contrôle des mouvements de capitaux, alors que les traités l'interdisent ? Les origines de la création du Parlement européen et de ses « pouvoirs » sont à rechercher dans la volonté des classes dirigeantes de donner une « image » démocratique à la « construction » européenne. Cependant, les procédures de décision impliquant le Parlement européen montrent le peu de pouvoirs réels de ce dernier. Le pouvoir législatif du Parlement européen est en réalité soumis à celui du Conseil. Le Parlement européen – heureusement ! - n'a pas et ne peut avoir de pouvoirs dans les domaines régaliens en matière de : politique monétaire ; politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ; politique commerciale commune ; contrôle des capitaux et paiements internationaux ; concurrence et politique économique commune ; politique agricole commune (PAC) ; coopération policière et judiciaire en matière pénale (CPJP) ; contrôle du respect des droits fondamentaux ; politique judiciaire. En outre, le Parlement européen ne pouvant intervenir sur les recettes, n'a pas le pouvoir budgétaire d'un vrai parlement. Le Parlement européen ne peut qu'être « consulté » ou donner un « avis » dans un grand nombre de domaines. Le Parlement européen est un parlement croupion et il doit le rester.

4.- Des électeurs pourront considérer que les élections européennes seraient un moyen de sanctionner la politique menée par le gouvernement français PS-EELV. François Hollande, en effet, ne fait que continuer la politique de Nicolas Sarkozy, comme chacun pouvait le comprendre en lisant son programme de campagne électorale. Les socialistes disposent de tous les pouvoirs : présidence de la République, Premier ministre, majorité dans les deux assemblées, totalité des régions métropolitaines sauf une. Ils pouvaient donc agir en toute liberté. Ils ont dilapidé cette force en acceptant le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, le Pacte budgétaire a été voté, les banques sont laissées libres de spéculer, toute la politique économique repose sur le dogme absurde de l'équilibre budgétaire, le droit du travail continue à être démantelé, les retraites seront réduites, l'Acte III de la décentralisation, s'il est adopté, portera un coup mortel à la démocratie et l'éclatement du cadre national... Refusant de voir ce qui crève les yeux, les socialistes et les verts ne veulent pas accepter l'idée que le libre-échange et l'euro sont les causes principales de la crise. Ils ont alors poursuivi des politiques ultralibérales d'austérité qui plongent le pays dans la récession et le chômage. Avec une telle politique la crise va encore s'approfondir

en 2014 et 2015.

5.- Dans ces conditions, le M'PEP participera dès maintenant à une campagne active en faveur du boycott de l'élection européenne afin de la délégitimer puisque cette élection ne repose pas sur la souveraineté populaire et nationale. Le M'PEP agira pour rassembler des organisations et des personnalités dans un comité pour le boycott des élections européennes. La campagne qu'il mènera sera dynamique et reposera sur le message suivant : pour sortir de la crise il faut sortir de l'euro et de l'Union européenne. Aucune liste ne propose cette orientation. Alors boycottez ces élections qui ne sont qu'une mauvaise farce !